

## COEXISTENCE HUMAINE ET DÉVELOPPEMENT DURABLE

### **Rapatrifier le pouvoir de décision chez les citoyens**

**Montréal 27 juillet 2000**

**Par Bernard Cassen \***

\* Professeur à l'Institut d'études européennes de l'université Paris VIII ; journaliste et directeur général du *Monde diplomatique*.

Ce congrès mondial sur la coexistence humaine dans un monde responsable et solidaire a abordé, dans chacune de ses sections, quelques une des grandes questions qui se posent à l'humanité à la veille du troisième millénaire. Aucune intervention de clôture ne saurait avoir la prétention de les synthétiser et encore moins de leur apporter de réponse. Mais, avant de rappeler quelques unes des pistes qui ont été dégagées ici ou ailleurs, au moins pouvons-nous d'abord tenter de définir ce que pourraient être certaines conditions minimales préalables à leur mise en oeuvre.

La plus importante me semble être de retrouver des marges de manoeuvre, de reconquérir des capacités d'intervention démocratique confisquées par la globalisation – ou mondialisation libérale, comme nous le disons en France pour désigner le même phénomène.

Il est absolument nécessaire d'avoir quelques idées claires sur ce sujet, tant les mots sont piégés. Une confusion est en effet délibérément entretenue entre cette mondialisation libérale et ce que j'appelle l'internationalisation, pour ne pas dire l'internationalisme. L'internationalisation constitue une étape entre, d'une part, le sentiment d'appartenance à une communauté nationale, voire sub-nationale et, d'autre part, l'aspiration séculaire à l'universel. Cette internationalisation s'incarne dans les organismes où les gouvernements ou les Parlements sont représentés, dans les coopérations bilatérales ou multilatérales ou les réseaux, qu'ils soient syndicaux ou associatifs, ayant des ancrages nationaux.

Nous verrons plus loin que, même si l'on peut parler avec beaucoup de prudence de l'émergence d'une " société civile " internationale, encore que cette expression soit à manier avec précaution - dont Seattle a été une première manifestation spectaculaire -, les orientations qu'elle propose ne peuvent être mises en œuvre que par la juxtaposition de décisions politiques nationales. Et, à cette fin, ces orientations doivent préalablement trouver un large appui dans les espaces publics de chacun des pays. Voilà pour l'internationalisation

La mondialisation en cours n'a rien à voir avec ces mécanismes. Elle est impulsée d'en haut, et en général contre les intérêts de la majorité des citoyens, par des acteurs ne disposant d'aucune légitimité démocratique. Ces acteurs sont prioritairement les marchés financiers (banques, assurances, fonds de pension, fonds de placement collectifs, fonds spéculatifs, trésoreries des grandes entreprises) et les firmes transnationales. Leur seul et unique objectif est l'optimisation à l'échelle planétaire du capital financier.

Avec l'aide de ceux que Susan George, dans son récent livre *Le Rapport Lugano*, a appelé les " légionnaires " du capitalisme, cette mondialisation a cependant su se construire une légitimité pseudo-démocratique en invoquant sans cesse le mot " liberté ". Ces " légionnaires " ou mercenaires, ce sont les dirigeants politiques, les intellectuels, les journalistes, surtout les journalistes économiques, qui, par naïveté ou par ce qu'ils y ont intérêt personnel, exaltent en effet les nouvelles " libertés " de la globalisation, telles qu'elles ont été définies par ce que j'appelle volontiers le Politburo de l'Internationale libérale : la constellation FMI, Banque mondiale, OCDE, OMC, G 7, dont la Commission européenne et la Banque centrale européenne sont les relais " régionaux " sur le Vieux Continent.

Ces " libertés " sont au nombre de trois : liberté de circulation des capitaux, liberté de l'investissement et liberté du commerce, ou libre-échange. Du traité de Rome à celui d'Amsterdam, ces " libertés " constituent également – si l'on y ajoute la liberté de circulation et d'installation des personnes – le fondement même de la construction européenne. La faille - de nature idéologique, tant elle défie le sens commun – est d'extrapoler à l'ensemble de l'humanité ces " libertés " qui posent déjà problème dans des espaces économiquement et socialement homogènes. Ainsi, dans l'Union européenne, qui est pourtant l'espace plurinational le plus régulé au monde, certains gouvernements se

plaignent légitimement du dumping fiscal et social pratiqué par d'autres gouvernements – au premier rang desquels le Royaume-Uni - et ce au nom de ces fameuses “ libertés ”.

La crise financière qui a durement affecté l'Asie, la Russie, le Brésil, l'Equateur, et affectera demain sans doute d'autres pays latino-américains, a pourtant fait la preuve par l'absurde de ce que le simple bon sens et l'observation des données élémentaires démontraient depuis toujours, à savoir que la liberté des investissements et celle de la circulation des capitaux obéissent à de tout autres lois que celle de la prétendue “ allocation optimale des ressources ” dont se gargarise la vulgate libérale. Leur seule et unique finalité est la maximisation des profits, indépendamment de toute considération sociale, culturelle, écologique ou de droits humains.

Quant au libre-échange, troisième et plus importante des “ libertés ” dont j'ai parlé, ses prétendus bienfaits ne valent que pour les forts – ou plus exactement pour certaines couches sociales en leur sein - et pas pour les faibles. L'étude de la réalité, en particulier, dans cet hémisphère, la situation du Mexique au sein de l'Alena, le démontre amplement. Mais des travaux scientifiques avaient depuis longtemps mis en pièces nombre de fausses vérités à son sujet. En particulier ceux de Paul Bairoch, professeur à l'université de Genève, décédé il y a peu, et qui passa trois ans de sa vie au Gatt. Dans son ouvrage classique, jamais sérieusement réfuté, *Mythes et Paradoxes de l'histoire économique* <sup>(1)</sup>, Bairoch montre notamment, à partir de séries statistiques s'étalant de 1800 à 1990, que le monde développé du XIXème siècle et de la première moitié du XXème - à l'exception de quelques brèves périodes - tira son expansion économique de politiques très majoritairement protectionnistes , mais que, en revanche, il imposa le libéralisme aux pays qui allaient devenir le tiers-monde, l'Inde, en particulier. Voilà qui donne un air de déjà vu aux argumentaires déployés par les puissances industrielles, les institutions multilatérales, les multinationales et autres porte-parole des “ marchés ” en direction des pays en développement pour qu'ils se “ réforment ”, qu'ils s’ “ ouvrent ” et qu'ils se “ modernisent ”.

---

<sup>1</sup>) Paul Bairoch, *Mythes et Paradoxes de l'histoire économique*, La Découverte, Paris, 1995.

Paradoxalement, cette mondialisation, qui contourne et rabaisse les nations et leurs Etats en tant que lieux pertinents de l'exercice de la démocratie et de garants du bien commun, a créé son propre Etat, avec le concours actif ou passif de gouvernements acquis à l'idéologie néolibérale et qui se sont, en quelque sorte, volontairement dépouillés de leurs prérogatives. Il s'agit d'un Etat supranational, disposant de ses institutions, de ses appareils, de ses réseaux d'influence omniprésents et de ses moyens d'action propres. Je veux parler de la constellation FMI, Banque mondiale, OCDE, OMC, G 7, dont la Commission européenne et la Banque centrale européenne sont les relais " régionaux " sur notre continent.

Cet Etat mondial de fait est un pouvoir sans société, ce rôle étant tenu pour lui par les marchés financiers et les entreprises géantes dont il est le mandataire, avec comme conséquence, comme l'écrit André Gorz dans son ouvrage *Misères du présent, richesse de l'avenir* <sup>(2)</sup> que les sociétés réellement existantes, elles, sont des sociétés sans pouvoir. Dans un accès de franchise digne d'éloges, l'ancien commissaire européen Yves-Thibault de Silguy l'avait d'ailleurs crûment rappelé : " *Il serait temps que les hommes politiques français comprennent que ce sont les marchés qui gouvernent* ".

L'exode organisé du pouvoir vers des centres de décision extraterritoriaux, n'ayant de comptes à rendre à personne, constitue une des plus graves menaces pesant actuellement sur la démocratie, là où elle existe. Cet exode explique la perte de légitimité du pouvoir politique, impuissant face aux marchés, mais comptable devant l'électorat des dégâts sociaux qu'ils provoquent. L'extrême droite ne pourrait rêver d'un meilleur terreau. Pour tout démocrate conséquent, le " rapatriement " du pouvoir vers les citoyens devient donc une entreprise de salubrité publique et un objectif civique prioritaire.

Cet objectif est simple à formuler, mais autrement plus difficile à atteindre. Il faut, en substance, tendre à ce que le périmètre de la décision démocratique coïncide le plus possible avec celui de la capacité de régulation des flux économiques, commerciaux et financiers. Et cela ne peut être atteint qu'en remettant en cause les fondements mêmes de l'idéologie de la mondialisation libérale, et en particulier le libre-échange débridé et la toute-puissance du

---

<sup>2</sup>(2) André Gorz, *Misères du présent. Richesse du possible*, Galilée, Paris, 1997.

capital financier qui sont autant de puissants vecteurs de déconstruction des espaces de solidarité et de résistance. Ils sont évidemment contradictoires avec les objectifs de ce congrès : la coexistence humaine et le développement durable.

Au terme de ces analyses, nous sommes constamment confrontés à la question suivante : “ vous avez sans doute raison, mais que pouvons-nous faire ici et maintenant ? ”. Il n’y a malheureusement pas de réponse toute faite ; nous n’avons pas de système clés en main alternatif au néolibéralisme dont l’une des forces est son simplisme même. Les libéraux ont en effet une réponse à tout : la loi du marché, qu’ils présentent comme aussi naturelle que la loi de la gravitation. Et il faut beaucoup plus de temps pour réfuter cette fausse évidence que pour la formuler. Comme toujours, c’est l’expérience qui peut faire basculer les opinions les plus arrêtées.

### **A PARTIR D’ICI, NOTES SEULEMENT**

Or le bilan de cette expérience commence à être perçu par des secteurs de plus en plus larges. Depuis plus de 10 ans, il n’y a plus le repoussoir de l’Union soviétique qui avait discrédité certaines des valeurs dont elle se réclamait, mais qu’elle ne mettait pas en pratique. Pendant cette décennie, le libéralisme, délivré de toute crainte, a donné sa pleine mesure et montré ce dont il était capable. Et son bilan est accablant :

- crises Asie, Russie ( chute de l’espérance de vie), Brésil
- rapports PNUD, BM (pauvreté) + Copenhague + 5, rapports nationaux
- sida, eau

Ce sont ces constats qui conduisent à un *backlash* contre la mondialisation, à un changement du climat intellectuel (sans encore de traduction politique). D’où les premiers signes de “ repentance ”, à la BM par exemple.

Les luttes contre l’AMI, Seattle, les mobilisations de Washington, de Millau, d’Okinawa, demain de Prague, le Sommet alternatif de Genève avant Copenhague + 5, sont autant de manifestations de rejet de la mondialisation libérale.

Ce “ front du refus ” regroupe des organisations diverses et hier parfois antagonistes (écologistes-AFL-CIO, par exemple) qui ont compris deux choses :

- chacune des revendications particulières doit s’inscrire dans un contexte d’alliances avec d’autres ;
- nécessité de la dimension internationale. Ce qui cloue le bec à ceux qui disaient anti-mondialisation = nationalisme.

Il reste à traduire cette juxtaposition de “ nons ” en propositions communes positives. Certaines émergent déjà :

- taxation des transactions financières : taxe Tobin
- abolition des paradis fiscaux
- remise de la dette du tiers-monde
- application des conventions de base de l’OIT au Sud et aussi au Nord
  - mise en œuvre de toutes les conventions et accords multilatéraux sur l’environnement
- droit à la protection de la production agricole en tant qu’élément de la sécurité alimentaire, mais refus des subventions aux exportations
- droit d’accès à l’eau potable
- égalité hommes femmes
  - refus de la marchandisation de la culture, de la santé et de l’éducation, et défense des services publics.

D’autres propositions sont en débat, comme la subordination des accords commerciaux au respect de normes sociales et environnementales.

Chaque expérience alternative aux canons de la mondialisation libérale est bonne à prendre, même limitée. Par exemple la défense du commerce équitable doit permettre une contestation plus large du libre-échange.

L’économie sociale et solidaire pourrait être une alternative à l’économie marchande dans beaucoup de domaines pour arriver à une économie avec marché, mais pas une économie de marché.

La Marche mondiale des femmes a montré que la mondialisation libérale frappe encore plus durement les femmes.

Ce que nous avons appris du poliburo et de la construction européenne, c'est qu'il nous faut, nous aussi, passer par le haut, par l'international, pour arriver au national où se prennent les décisions politiques, y compris celles de restreindre le champ du politique

Parce que

- pour une coexistence humaine, il faut des propositions communes Nord-Sud
- légitimité nationale plus forte d'une proposition internationale
- plateforme médiatique que constituent les rencontres internationales

Que voulons-nous en définitive ? Remettre la société en mouvement, faire appel au citoyen et pas au consommateur et au contribuable. C'est le sens du combat d'Attac en France : un mouvement d'éducation populaire tourné vers l'action.

Nous avons à apprendre de nos adversaires. Par exemple de Davos, lieu d'élaboration de la " pensée de marché ", qui réduit la société à l'économie et l'économie à la finance. A partir de 2001, le Forum social mondial de Porto Alegre (Brésil) sera, chaque année (en 2001, du 25 au 30 janvier), le rendez-vous planétaire pour l'élaboration des consensus, des alliances et des campagnes de lutte. Il faut en faire un succès dès 2001.

-